

Édito

Donner de l'espoir, du souffle...

Par Francis Van de Woestyne

La FGTB, sans doute imitée ce mardi par la CSC, a rejeté la proposition du gouvernement qui avait amendé l'accord conclu au sein du groupe des 10, concernant les prépensions.

Si l'on n'était pas en période de crise économique et de disette budgétaire, il eût été préférable que le gouvernement avalise l'accord conclu entre patrons et syndicats. La concertation sociale, quand elle fonctionne, assure la paix sociale, garante d'un climat propice à l'activité économique.

Dans ce cas précis, le gouvernement a estimé que les partenaires sociaux avaient conclu un accord trop généreux. Il est vrai – les chiffres le démontrent – que le système des prépensions coûte “un océan” à la collectivité. De plus, le taux d'activité des 55-65 ans demeure un des plus bas d'Europe sans que cela profite aux plus jeunes : le chômage sévit aussi chez les moins de 25

ans. Ce n'est donc pas en prépensionnant que l'on fait de la place aux jeunes. La position du gouvernement est donc budgétairement logique. Elle s'explique aussi politiquement : Charles Michel a dû tenir compte de la position très radicale de la N-VA, favorable à la suppression totale des prépensions.

Cela dit, il serait temps que, rue de la Loi, on développe un plan “emploi” audacieux, dynamique, qui crée les conditions d'un véritable redéploiement économique. Le saut d'index, l'allongement des carrières, les restrictions aux prépensions font partie d'une politique restrictive. Il faut à présent donner une vision à long terme, du souffle, de l'espoir pour entraîner l'adhésion de la population à une politique qui paraît très comptable. L'idéal serait que tous les niveaux de pouvoir conjuguent leurs efforts plutôt que de passer leur temps à se mettre des bâtons dans les roues. Utopique ?